



## Conseil de sécurité

Distr. générale  
12 décembre 2003  
Français  
Original: anglais

---

### Exposé succinct du Secrétaire général sur les questions dont le Conseil de sécurité est saisi et sur l'état d'avancement de leur examen

#### Additif

Conformément à l'article 11 du Règlement intérieur provisoire du Conseil de sécurité, le Secrétaire général présente l'exposé succinct ci-après.

La liste des questions dont le Conseil est saisi figure dans les documents S/2003/40 du 14 février 2003, S/2003/40/Add.3 du 21 février 2003, S/2003/40/Add.4 du 24 février 2003, S/2003/40/Add.11 du 28 mars 2003, S/2003/40/Add.14 du 17 avril 2003, S/2003/40/Add.19 du 23 mai 2003, S/2003/40/Add.20 du 30 mai 2003, S/2003/40/Add.24 du 27 juin 2003, S/2003/40/Add.37 du 26 septembre 2003, S/2003/40/Add.38 du 3 octobre 2003, S/2003/40/Add.40 du 17 octobre 2003, S/2003/40/Add.44 du 14 novembre 2003, S/2003/40/Add.45 du 21 novembre 2003 et S/2003/40/Add.47 du 5 décembre 2003.

Au cours de la semaine qui s'est achevée le 6 décembre 2003, le Conseil de sécurité s'est prononcé sur les questions suivantes :

**La situation en Côte d'Ivoire** (voir S/2002/30/Add.50; S/2003/40/Add.5, 17, 19, 29, 31, 45 et 47; voir également S/2003/40/Add.11 et 44)

Le Conseil de sécurité a repris l'examen de la question à sa 4875<sup>e</sup> séance, le 4 décembre 2003, comme convenu lors de consultations préalables.

Le Président, avec l'assentiment du Conseil, a invité le représentant de la Côte d'Ivoire, à sa demande, à participer au débat sans droit de vote.

Le Président a indiqué qu'à l'issue de consultations préalables, il avait été autorisé à faire, au nom du Conseil, une déclaration dont il a donné lecture (pour le texte de la déclaration, voir le document S/PRST/2003/25; à paraître dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité, Résolutions et décisions du Conseil de sécurité, 1<sup>er</sup> août 2003-31 juillet 2004*).

**La situation au Burundi** (voir S/25070/Add.43 et 46; S/1994/20/Add.29, 33, 41 et 50; S/1995/40/Add.4, 9, 12 et 34; S/1996/15 et Add.4, 9, 16, 19, 29, 30 et 34; S/1997/40/Add.21; S/1999/25/Add.44; S/2000/40/Add.2 et 38; S/2001/15/Add.9, 11, 26, 38, 39 et 44 à 46; S/2002/30/Add.5, 37, 48 et 50; S/2003/40/Add.17 et 38)



Le Conseil de sécurité a repris l'examen de la question à sa 4876e séance, le 4 décembre 2003, comme convenu lors de consultations préalables.

Le Président, avec l'assentiment du Conseil, a invité les représentants du Burundi et de l'Afrique du Sud, à leur demande, à participer au débat sans droit de vote.

Comme le Conseil en était convenu lors de consultations préalables, le Président, avec l'assentiment du Conseil, a adressé une invitation en vertu de l'article 39 du Règlement intérieur provisoire du Conseil à M. Gert Rosenthal, Président du Conseil économique et social.

---